

Forum mondial de l'OIT sur une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous



DEVELOPPER LES COMPETENCES POUR UNE TRANSITION JUSTE ET POUR L'AVENIR DU TRAVAIL

6 juin 2019
Salle II, R3 Sud
BIT

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Faire face au changement climatique et ancrer plus fermement le monde sur la voie d'un développement durable à faible émission de carbone est l'un des enjeux déterminants de notre temps. Cette démarche va appeler des transformations profondes de nos économies, tendant à modifier nos modes de consommation et de production, à repenser nos sources d'énergie et à mettre à profit les nouvelles technologies. Cette mutation va avoir des implications notables pour le monde du travail et nécessite des mesures cohérentes qui s'inscrivent dans une perspective d'avenir, ainsi qu'un rôle pilote de la part des gouvernements, des organisations d'employeurs et de travailleurs. Les enjeux sont immenses, tout comme les occasions de bâtir un modèle de croissance et de développement soucieux de n'exclure personne et de créer des emplois décents pour les générations actuelles et futures. La notion de transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous (BIT, 2013) tend à optimiser ces occasions et à répondre à ces défis en ne laissant personne sur le bas-côté.

Le changement technologique, la mondialisation, les évolutions démographiques et le changement climatique vont déterminer dans une large mesure nos besoins de compétences pour les emplois nouveaux comme pour les emplois actuels. L'importance accrue accordée au développement durable et la transition vers une économie à faible émission de carbone et résiliente au changement climatique vont nécessiter de nouvelles compétences et qualifications, vont offrir un large potentiel en termes de création d'emplois verts, ce qui supposera néanmoins des changements structurels et une transformation des emplois existants. La transition vers une économie plus verte et à faible émission de carbone va créer des millions de nouveaux emplois, entraînant des répercussions négatives sur certains secteurs à forte émission de carbone et modifiant la plupart des professions actuelles au niveau de la composition des tâches et des besoins en compétences.

Fournir les compétences appropriées aux emplois verts est un préalable indispensable à la réalisation d'une transition vers une économie plus verte. Aujourd'hui, la pénurie de compétences est d'ores et déjà considérée comme une pierre d'achoppement dans un certain nombre de secteurs, comme les énergies renouvelables, l'utilisation rationnelle de l'énergie et des ressources, la construction écologique et les services environnementaux. L'adoption et la diffusion de technologies propres nécessitent des compétences en matière d'application, d'adaptation et d'entretien des technologies. Les compétences sont également cruciales pour que les économies et les entreprises, les travailleurs et les entrepreneurs s'adaptent rapidement aux mutations induites par le changement climatique et les politiques environnementales.

L'objectif de l'Accord de Paris de 2015 est de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Dans le cadre de cet accord, les pays s'efforcent de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de renforcer les capacités des sociétés à faire face aux multiples conséquences du changement climatique. Selon des estimations récentes de l'OIT en matière d'emploi (BIT, 2018), l'effet net de l'action pour le climat sur le nombre d'emplois sera positif. Les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets vont inmanquablement entraîner des pertes d'emploi dans certains secteurs à mesure que la proportion d'activités à forte intensité de carbone et de ressources baissera, mais ces pertes seront plus que compensées par les nouveaux emplois.

Les mesures de développement des compétences sont capitales si l'on veut tirer parti des créations d'emploi potentielles dans les nouvelles activités de l'économie verte et répondre aux enjeux sociaux induits par le passage à des modèles plus durables de création, de production et de consommation d'énergie dans les divers secteurs. Une mobilisation massive en faveur du développement des compétences et des mesures de politique active du marché du travail vont être indispensables pour permettre aux pays d'atteindre les objectifs du changement climatique, d'optimiser les gains d'emploi et de gérer les répercussions négatives provenant de la transition vers les économies à faible émission de carbone.

C'est dans ce contexte que l'OIT s'est associé au Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop) pour mener des enquêtes nationales dans 31 pays¹. Les principales conclusions du rapport de synthèse seront proposées à l'occasion du Forum. Celui-ci va réunir les gouvernements, les partenaires sociaux, les experts et les praticiens pour débattre des résultats de cette étude comparative et pour identifier les enjeux stratégiques majeurs, les solutions à apporter et les bonnes pratiques.

OBJECTIFS

Ce forum mondial est organisé dans le contexte de la célébration du Centenaire de l'OIT. Il s'inscrit également dans le cadre de la Semaine verte de l'OIT et de la Journée mondiale pour l'environnement 2019. Les objectifs du forum consistent à :

- identifier les besoins professionnels et les pénuries de compétences dans le contexte de l'Avenir du travail, des changements suscités par les technologies propres et de l'action pour le climat ;
- mettre en lumière les défis environnementaux, les stratégies à adopter pour développer les compétences en conséquence et les bonnes pratiques pour une transition juste pour tous ;
- réfléchir à une éventuelle collaboration internationale en vue de promouvoir le capital humain écologique afin d'instaurer le travail décent et de renforcer l'action pour le climat.

¹ Les pays sont les suivants : Australie, Bangladesh, Barbade, Burkina Faso, Chine, République de Corée, Costa Rica, Egypte, Emirats arabes unis, Etats Unis, Inde, Ghana, Guyana, République Kirghize, Mali, Maurice, Monténégro, Ouganda, Sénégal, Tadjikistan et Thaïlande ; Afrique du Sud, Brésil et Indonésie financés par l'AFD ; et 6 Etats Membres de l'UE sous l'égide du Cedefop : Allemagne, Danemark, Espagne, Estonie, France et R. U.

AGENDA

08:30-09:00 FORMALITÉS D'ACCUEIL DES PARTICIPANTS

09:00-10:00 OUVERTURE

- **M. Guy Ryder**, Directeur Général, Organisation Internationale du Travail (OIT)
- **S.E. Ignatius Baffour Awuah**, Ministre de l'emploi et des relations de travail du Ghana
- **S. E. François Rivasseau**, Ambassadeur, Mission permanente de la France auprès de l'Office des Nations unies à Genève
- **S.E. Juan Eduardo Eguiguren**, Ambassadeur, Mission permanente du Chili auprès de l'Office des Nations unies à Genève
- **Mme. Mara Bruggia**, Directeur par intérim, Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop) (message-vidéo)
- **M. Henning Envall**, Conseiller à la Mission permanente de la Suède à Genève

Modérateur: M. Sangheon Lee, Directeur du Département des politiques de l'emploi du BIT

10:00-10:30 PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT MONDIAL DE L'OIT INTITULÉ «DES COMPÉTENCES POUR UN AVENIR PLUS VERT»

- **Mme Olga Strietska-Ilina**, Service des compétences et de l'employabilité, OIT

10:30-10:40 PHOTO DE GROUPE (R2, SUD – COLONNADE)

10:40-11:00 PAUSE THÉ/CAFÉ (R2, SUD – LES GOBELINS)

11:00-12:30 SÉANCE 1. DISCUSSION DE GROUPE DE HAUT NIVEAU : COHÉRENCE DES POLITIQUES ET DIALOGUE SOCIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES AU TITRE DE LA TRANSITION JUSTE

Renforcer le dialogue social et la cohérence des politiques dans le domaine de l'environnement et des compétences pour une transition juste pour tous. Bonnes pratiques et enseignements tirés des expériences des pays en matière de cohérence des politiques, de dialogue social et de partenariats public-privé en vue d'anticiper les demandes de compétences et d'adapter les moyens de formation. Pertinence des normes du travail dans le contexte du développement des compétences pour une transition juste.

- **M. Roberto Suarez Santos**, Secrétaire général, Organisation internationale des employeurs (OIE)
- **Mme. Sharan Burrow**, Secrétaire général, Confédération syndicale internationale (CSI) (vidéo)
- **Mme. Marissa G. Legaspi**, Directrice exécutive pour la planification, Bureau de l'enseignement technique et du développement des compétences professionnelles (TESDA), Philippines
- **M. Bert De Wel**, Responsable, Politique climatique, CSI
- **M. Federico Berera**, Inspecteur en chef, Ministère de l'éducation, France
- **Mme. Lebogang Mulaisi**, Coordinatrice des politiques de développement social, Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU)
- **Mme. Sheena Mayers-Granville**, Directrice exécutive, Confédération des employeurs de la Barbade

Modérateur: Mme. Dorothea Schmidt-Klau, Chef du service de la gestion et de la coordination des départements, Département de la politique de l'emploi, OIT

12:30-14:00 PAUSE DÉJEUNER

14:00-15:30 SÉANCES PARALLÈLES

SÉANCE 2. (R3, SALLE V) (pas de traduction)

Modératrice: Mme. Christine Hoffmann, Service des Compétences et de l'employabilité, OIT

SÉANCE 3. (R3, SALLE II) (traduction simultanée en anglais, français et espagnol)

Modérateur: M. Aurelio Parisotto, Service des politiques de l'emploi et du marché du travail, OIT

SÉANCE 4. (R2, SALLE VII) (pas de traduction)

Modératrice: Mme Camilla Roman, Programme des emplois verts, OIT

Présentations :

- **Mme Kenneth Abraham Barrientos**, Chargée de programme, UNESCO-UNEVOC
- **Mme Anastasia Fetsi**, Chef du département des opérations, Fondation européenne pour la formation (ETF)

Interventions suivies d'une discussion : **Donner une orientation écologique à l'EFTP et au développement des compétences**

TVET response in boosting skills for green jobs. Approaches to green competency standards, qualifications and curricula; financing solutions and incentives for skills development and lifelong learning to achieve a Just Transition and climate action.

- **M. Henderson Eastmond**, Directeur exécutif du Conseil de l'EFTP de la Barbade
- **M. Mario Patuzzi**, Chef de l'unité, Confédération des syndicats, Allemagne
- **Mme Yngve Rosenblad**, Analyste en chef, Autorité nationale des qualifications, OSKA Estonie
- **Mme. Bev Jack**, Business Unity, Afrique du Sud
- **M. Andrew McCoshan**, expert international
- **Mme Alice Voza**, Chargée de projet, ILO green enterPRIZE Innovation, Zimbabwe

Présentation :

- **Mme Marieke Vandeweyer**, Économiste, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Interventions suivies d'une discussion : **Lier le développement des compétences et les trois piliers du développement durable: réflexions sur les dimensions environnementale, sociale et économique des compétences pour une transition juste**

Développement des compétences et renforcement de la productivité verte; mesures des politiques actives du marché du travail, assurant l'inclusion pour une transition juste.

- **M. Yutong Liu**, Conseiller à la Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'ONUG
- **Mme Mariana Eugenio Almeida**, Coordinatrice, Observatoire national des marchés du travail, Brésil
- **M. José Salas Carillo**, Conseiller en ressources humaines pour l'organisation de la chambre industrielle, Costa Rica
- **Mme Kwaben Nyarko Otoo**, Directrice de l'Institut de recherche sur le travail et des politiques du Congrès des syndicats, Ghana
- **M. Antonio de Luis**, Directeur, Fondation d'Etat pour la formation à l'emploi (FUNDIAE), Espagne

Présentations :

- **M. Michael Renner**, Chargé de programme, IRENA
- **Mme. Isabella Aurich**, Conseil du bâtiment durable Suisse

Interventions suivies d'une discussion : **Le changement structurel écologique : Démarches sectorielles en vue de développer les compétences dans certains secteurs (transition énergétique et construction écologique)**

Les plans et initiatives sectoriels dans le développement des compétences pour des emplois verts sont des « facilitateurs » dans la transition et la coordination des politiques.

- **M. Vincente Posada Unay**, Secrétaire général, Centre des travailleurs unis et progressistes, POWER-SENTRO Philippines
- **Ms Monika Hackel**, Chef du département 2 Structure et réglementation de l'enseignement et de la formation professionnels, BIBB, Allemagne
- **Mme Mallika Bose**, Directrice adjointe principale, Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes (FICCI), Inde
- **Mme Belynda Petrie**, Experte OneWorldGroup, Afrique du Sud

15.30-16.00 PAUSE THÉ/CAFÉ (R2, SUD -LES GOBELINS)

16.00-16.30 SÉANCE 5. DISCUSSION DE GROUPE : PANOPLIE DE POLITIQUES DANS DES PERSPECTIVES NATIONALES ET SECTORIELLES

- **Mme Stelina Chatzichristou**, Experte, Département des compétences et du marché du travail, Cedefop
- **M. Moustapha Kamal Gueye**, Coordonnateur du programme Emplois verts, OIT
- **Mme Catherine Saget**, Chef d'Unité, Département de la recherche, OIT

Modérateur: M. Damian Grimshaw, Directeur du Département de la recherche, OIT

16.30-17.45 SÉANCE 6. LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE POUR L'AVENIR DU TRAVAIL DANS UNE ÉCONOMIE PLUS VERTE

La session se penchera sur les principales conclusions de la Commission mondiale sur l'avenir du travail et examinera comment toutes les formes de développement des compétences et d'apprentissage tout au long de la vie peuvent contribuer à une transition juste pour tous.

- **M. Shanti Jagannathan**, Banque asiatique de développement (BAD) (vidéoconférence)
- **M. Cesare Onestini**, Directeur, ETF

- **M. Jos Verbeek**, Directeur et représentant spécial de la Banque Mondiale auprès de l'ONU et de l'OMC
- **Mme Hendrina Doroba**, Chef de division Education, capital humain et emploi, Banque Africaine du développement (BAD) (vidéoconférence)
- **M. Angus Mackay**, Directeur, Division de la planète, Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

Modérateur: M. Vic Van Vuuren, Directeur du Département des entreprises, OIT

17.45-18.00 OBSERVATIONS FINALES : LA VOIE À SUIVRE

- **M. Vic Van Vuuren**, Directeur du Département des entreprises, OIT
- **M. Sangheon Lee**, Directeur du Département des politiques de l'emploi, OIT

18:00 RÉCEPTION (R3, SUD – BAR DES DÉLÉGUES)

